

Document

G20 : quatre orientations décisives pour essayer de sauver l'économie mondiale (04.04)

Le Monde – 03.04

Des décisions et un signal politique fort. Le sommet du G20, qui réunissait jeudi 2 avril à Londres les dirigeants des principales puissances de la planète, a fait coup double.

Le G20 a pris quatre orientations décisives pour essayer de sauver l'économie mondiale : de l'argent, de nouvelles règles, des institutions internationales renforcées et l'admission des pays émergents à la table des pays riches.

Un sujet n'a pas été abordé : les grands déséquilibres monétaires, budgétaires et commerciaux, qui sont aussi à l'origine de la crise. *"Je ne vais pas gâcher la fête du G20"*, grommelle un banquier central.

Jeu collectif des chefs d'Etat et de gouvernements. *"Personne n'a eu de volonté de leadership. Tout le monde est dans le même bateau. C'est la nouveauté"*, a assuré Nicolas Sarkozy. *"Il s'agit d'un compromis historique pour une crise exceptionnelle"*, s'est réjoui la chancelière allemande Angela Merkel.

L'implication du président américain Barack Obama, qui a plus joué les médiateurs que les leaders, les concessions du président chinois Hu Jintao et la présidence du premier ministre britannique, Gordon Brown, ont été décisives dans le succès d'une réunion saluée par les marchés financiers. *"Le monde s'est rassemblé pour combattre la récession, pas avec des mots, mais avec des réformes"*, a salué l'hôte du sommet.

Mobilisation de moyens pour éviter la syncope financière. M. Brown s'est réjoui de pouvoir afficher le chiffre colossal de 1 000 milliards de dollars (745 milliards d'euros) supplémentaires à injecter dans l'économie mondiale. Il ne s'agit pas de plans de relance nationaux supplémentaires, comme en rêvait M. Brown : l'Allemagne et la France n'en ont pas voulu. *"Jamais il n'y a eu un tel plan de relance économique coordonné au niveau mondial"*, a jugé Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

Mais il a été décidé de faire plus en mettant à la disposition des pays les plus en difficulté de nouveaux moyens financiers via les organisations internationales.

Le FMI va ainsi voir ses moyens tripler à 750 milliards de dollars. Quelque 250 milliards seront financés par de la création monétaire, en clair la planche à billets.

Mise à l'index des paradis fiscaux et contrôles accrus pour les fonds spéculatifs. Pendant que M. Brown parlait *"relance"*, *"croissance"*, *"emploi"*, M. Sarkozy préférait détailler les mesures les plus techniques prises par le G20, relatives aux contrôles accrus sur les agences de notation et les hedge funds (fonds spéculatifs), ou à la comptabilité.

Les dirigeants du G20 ont également accepté la publication, jeudi même, par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), de la liste des paradis fiscaux non coopératifs, satisfaisant ainsi la demande de la France et de l'Allemagne. Le communiqué final du sommet affirme que *"l'ère du secret bancaire est terminée"* et que *"des sanctions"* seront prises contre les centres fiscaux non coopératifs.

Renforcement des moyens et pouvoirs des institutions internationales. Les dirigeants des institutions internationales triomphaient eux aussi. *"C'est le grand retour du FMI"*, se glorifie à plusieurs reprises son directeur général M. Strauss-Kahn.

Les banquiers centraux vont eux voir les pouvoirs de leur Forum de stabilité financière (FSF) renforcés. Cette organisation, invitée à détecter les risques financiers, va devenir *"une organisation mondiale de la finance"*, selon l'expression de M. Sarkozy.

Enfin, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy a lui aussi tout loisir d'être satisfait : les dirigeants de la planète ont pris rendez-vous en juillet en Sardaigne, dans le cadre du G 7 élargi aux grands émergents, pour débloquer le cycle de négociation commerciale de Doha, lancé en 2001 et enlisé depuis.

Prise en compte de la mondialisation dans les "organes" de décision. Le quatrième grand acquis du sommet concerne les rapports de force sur la planète. *"Le G20, ce n'est pas le G7 des pays industrialisés élargi"*, expliquent les responsables allemands. C'est autre chose, un monde où les pays émergents ont leur place et jouent le jeu.

Le nouveau cercle connaît quelques frictions, lorsque les occidentaux mettent en avant les organisations dont les émergents contestent la légitimité, comme l'OCDE, car ils n'en font pas partie. Mais la Chine, l'Inde, le Brésil ont besoin des consommateurs occidentaux et ne peuvent laisser s'écrouler l'économie mondialisée.

Cela mérite des concessions. Ils ont accepté un renforcement des moyens du FMI sans obtenir immédiatement les droits de vote auquel leur poids économique leur donne droit. Mais c'est promis, cela sera changé d'ici à 2011.

Absence de discussion sur les déséquilibres monétaires, budgétaires. Dans l'euphorie, il est un sujet qui n'a été abordé que du bout des lèvres, celui d'avoir des finances publiques saines à long terme. Les Allemands s'en inquiètent, qui estiment que rien ne sert de faire des dépenses supplémentaires. Au lieu de rétablir la confiance, on va finir par faire réapparaître le spectre de l'hyperinflation.

Le G20 n'a pas non plus parlé taux de changes. *"C'était prendre le risque de ne rien obtenir sur la régulation"*, estime M. Sarkozy, qui compte *"se battre"* pour le mettre à l'ordre du jour du prochain G20.

Après celle de Washington en novembre 2008 et de Londres, une troisième réunion a été convoquée dans la foulée de la prochaine assemblée générale de l'ONU à New York en septembre. Le temps des G7 est révolu.